

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—COURS AUX MINOTIERS DES PRAIRIES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. A. Tucker (Rosthern): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre du Commerce ou, en son absence, à son adjoint parlementaire? Hier, le ministre a indiqué le prix de vente du blé en entrepôt à Fort-William et à Vancouver. Est-ce que le ministre ou son adjoint parlementaire voudrait nous dire quels sont les prix du blé vendu aux minotiers au centre des Prairies, mettons, par exemple, à Saskatoon?

M. Thomas M. Bell (adjoint parlementaire au ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, je prends note de la question que je soumettrai, pour qu'il y réponde, au ministre.

LES TRANSPORTS AÉRIENS

PORT-ARTHUR (ONT.)—LICENCES DE VOITURIERS AÉRIENS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. M. Fisher (Port-Arthur): Monsieur l'Orateur vu que le ministre des Transports est absent, j'aimerais poser une question à son adjoint parlementaire. Pourrait-il vérifier l'exactitude de la réponse à la deuxième partie de la question n° 49, qui paraît à la page 787 du harsard? J'ai lieu de douter de l'exactitude de cette réponse.

M. A. R. MacDonald (adjoint parlementaire au ministre des Transports): J'aimerais considérer la question de l'honorable député comme un préavis. Je fournirai le renseignement le plus tôt possible.

LA CONFÉRENCE DU COMMONWEALTH

DÉCLARATION AU SUJET D'UNE CONFÉRENCE COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Hier, notant que cinq semaines s'étaient écoulées depuis la conférence de Mont-Tremblant, l'honorable député d'Essex-Est (M. Martin) a posé deux questions, dont voici la première:

Un des gouvernements du Commonwealth a-t-il déjà donné suite aux recommandations d'un des ministres des Finances tendant à convoquer une conférence commerciale et économique du Commonwealth?

La réponse est oui.

La seconde question est ainsi conçue:

Le ministre voudrait-il nous dire aussi si quelque décision a été prise au sujet de la date et de l'endroit où se tiendrait cette réunion?

Comme je l'ai déjà dit, la décision prise à Mont-Tremblant concerne une conférence qui

[M. l'Orateur.]

doit avoir lieu en 1958. Aucune décision quant à la date et à l'endroit précis de la réunion ne sera prise probablement avant la première rencontre préparatoire des hauts fonctionnaires.

L'hon. M. Martin: En janvier?

L'hon. M. Fleming: Aucune date précise n'a été fixée pour la réunion des hauts fonctionnaires, mais on s'attend qu'elle ait lieu au début de l'an prochain.

LE BÉTAIL

DEMANDE D'AUTRES SERVICES VÉTÉRINAIRES DANS LE SUD DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. John Charlton (adjoint parlementaire au ministre de l'Agriculture): Pour répondre à la question posée hier par l'honorable député d'Okanagan-Boundary (M. Christian) au sujet de l'inspection du bétail exporté du Sud de la Colombie-Britannique, disons qu'on m'apprend que ce commerce a atteint, au cours des quelques dernières semaines, des niveaux anormalement élevés. Lorsqu'on s'est rendu compte que les services vétérinaires de la région ne pouvaient suffire aux inspections nécessaires, on a pris des mesures afin d'augmenter ce personnel. On a envoyé dans la région deux autres vétérinaires fédéraux, un concours supplémentaire étant en outre fourni par les vétérinaires provinciaux. On estime actuellement qu'on aura rapidement rattrapé le retard.

A ce sujet, me sera-t-il permis de citer un télégramme que vient de recevoir le directeur général des services vétérinaires? Ce télégramme lui a été envoyé par M. J. E. Fry, secrétaire de l'Association des éleveurs de bovins de la Colombie-Britannique. Je cite:

En ce qui concerne les services vétérinaires, relativement aux exportations de bétail de la Colombie-Britannique, je suis heureux de vous informer que nous avons joui d'une collaboration excellente de votre bureau de Vancouver et que nous avons pu ainsi obtenir une aide excellente et librement consentie du ministère de l'Agriculture de la Colombie-Britannique. Estimons tout en ordre actuellement à Penticton, Kamloops, Williams-Lake, qui sont les principaux points d'exportation de notre province.

LA LOI SUR LE RÉTABLISSEMENT AGRICOLE DES PRAIRIES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DE SON EXTENSION POSSIBLE À LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. John Charlton (adjoint parlementaire au ministre de l'Agriculture): Le mardi 5 novembre, ainsi qu'en témoigne la page 797